

Dissertation

L'intervention de l'Etat est-elle une solution aux défaillances du marché?

Le bien-être de l'économie est un objectif primordial, dépend-il du marché ou de l'Etat? Ce n'est pas évident de trouver une réponse à cette question, car si l'économie de marché est un système autorégulateur le marché ne peut pas tout internaliser d'où l'intervention de l'Etat « détachée des contingences matérielles » comme disait Keynes. Le krach boursier de 1929 celui du « jeudi noir » nécessitera l'intervention de l'Etat, en effet en 1936 John Maynard KEYNES dans sa « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » confère un rôle central à l'Etat. Pour Keynes, seule l'intervention de l'Etat aidera le pays à sortir de la situation de sous-emploi. Mais grâce aux politiques de relance la France entrera dans l'ère des Trente Glorieuses, cependant dans les années 60-70 à cause de la crise pétrolière les politiques keynésiennes vont s'avérer être inefficaces pour l'économie.

Quelles sont les situations économiques qui nécessitent l'intervention de l'Etat? Celui-ci permet-il une amélioration de l'activité économique?

Afin d'y répondre dans un premier temps nous verrons que l'intervention de l'Etat est une solution en période de crise du marché puis nous montrerons que l'Etat ne permet pas une allocation optimale des ressources.

I- L'intervention de l'Etat: une solution aux défaillances du marché en période de crise

En premier lieu, pour relancer la croissance économique nous devons d'abord voir que l'Etat a un rôle important dans l'économie car elle permet de combler les carences du marché.

A- L'Etat comble les carences du marché

Le marché ne peut pas tout internaliser car celui-ci est fondé sur la liberté de propriété privée et sur la responsabilité des individus, l'Etat peut alors pallier les insuffisances du marché à différents niveaux. C'est à l'Etat de gérer les externalités, une externalité est un acte de consommation ou de production effectué par un agent qui agit de façon positive ou négative sur l'utilité d'un autre agent, sans que cette interaction ne transite le mécanisme des prix c'est-à-dire par le marché. Par ailleurs, l'Etat est indispensable pour s'occuper des biens collectifs purs, c'est-à-dire des infrastructures. Adam SMITH le prévoyait déjà en 1776 dans " La richesse des Nations " en plus de ses fonctions régaliennes. En effet, il existe des biens indispensables à la société comme les routes ou les phares par exemple, mais qui ne peuvent pas être pris en charge par un seul individu car la dépense serait trop importante. Donc, il appartient à l'Etat, à travers les impôts, de financer ces biens. L'Etat intervient aussi dans le domaine des monopoles naturels. En effet dans certains domaines une seule entreprise est plus rentable que plusieurs, plus rentable " qu'une myriade d'entreprises " comme disait SCHUMPETER. Nous avons donc vu que le marché n'était pas capable de tout internaliser et que l'intervention de l'Etat était nécessaire dans certains domaines et

Dissertation

qu'il s'avère aussi être un instrument efficace de reprise économique.

B- Les pouvoirs publics indispensables à la relance économique en situation de sous-emploi

Après la crise de 1929, Keynes défend le rôle de l'Etat en tant que stimulateur de l'activité économique et de relance de la croissance. Sa théorie se place dans un cadre macroéconomique (raisonnement sur la demande, la consommation ou l'investissement) et dans un contexte de sous-emploi. La seule façon de sortir du sous-emploi est de relancer la demande. Ainsi pour Keynes, la demande effective est la demande anticipée par les entrepreneurs pour leur permettre de mettre en œuvre un certain niveau de production et donc d'emploi. Seulement pour que les entreprises embauchent, il faut que les perspectives de ventes soient bonnes, c'est-à-dire que la demande soit importante. Or, celle-ci est faible en situation de sous-emploi en raison d'une faiblesse des revenus. Dès lors, il appartient à l'État de la stimuler en injectant de la monnaie dans l'économie, c'est ce que l'on appelle le principe du multiplicateur. En effet, celui-ci décrit les mécanismes à l'issue desquels une injection de revenus dans l'économie par un investissement de l'État, a provoqué une augmentation de la production supérieure à l'investissement initial. Cette relance se fait donc à travers le budget. Par ailleurs, plus la propension à consommer est forte et plus l'effet multiplicateur sera efficace ; dès lors il faut augmenter les bas salaires car leurs détenteurs ont une plus forte propension à consommer. C'est ce que Keynes appelle la loi psychologique fondamentale, la consommation augmente avec le revenu mais à un niveau rythmé, c'est-à-dire que la propension marginale à consommer est positive mais elle serait décroissante.

Ensuite, Keynes explique que l'épargne a un rôle néfaste pour l'économie. Les effets du multiplicateur sont de moins en moins efficaces car tous les revenus distribués ne sont pas réinjectés dans le circuit économique puisqu'une partie est épargnée. Par son investissement, l'État va donc distribuer des revenus qui permettent d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs, les entreprises face à l'augmentation de la demande devront produire plus et donc embaucheront. Pour Keynes, cela est possible car l'offre est infiniment élastique jusqu'à la situation de plein-emploi des facteurs de production. Selon cet auteur, il existe une demande globale de plein-emploi et c'est ce niveau que l'économie doit atteindre.

Ainsi, lorsque la demande est inférieure à la demande globale de plein-emploi, on est en situation de sous-emploi, dans le cas où elle serait supérieure, on se trouve en situation d'inflation. C'est ce que Keynes nomme l'écart inflationniste. En injectant de la monnaie dans l'économie nous comprenons donc que, selon lui, l'inflation paraît être la condition pour assurer le plein-emploi.

II- L'Etat ne permet pas une allocation optimale des ressources

Les économistes libéraux sont contre Keynes, ils jugent ses politiques inefficaces, et expliquent que l'Etat perturbe le bon fonctionnement du marché. Selon l'école des choix publics (« public choice ») l'Etat n'agit pas toujours dans l'intérêt et le bien-être de la société.

Dissertation

A- La supériorité du marché

HAYEK défend l'idée selon laquelle le marché permet la réalisation des intérêts individuels et de la civilisation, il voit le capitalisme comme un "ordre spontané" qui s'autorégule grâce au système de prix. Ainsi, pour HAYEK, les prix et les salaires doivent être totalement flexibles. Selon lui, les syndicats sont la cause du chômage car ils empêchent un juste équilibre des salaires. Il explique que l'État ne doit intervenir que pour assurer le fonctionnement spontané du marché et la liberté des individus. Ce n'est pas l'insuffisance de la demande qui est la cause du sous-emploi, mais l'injection trop importante de monnaie de la part des autorités monétaires (donc l'État) ce qui aggrave le chômage. Il explique la situation de stagflation que l'on connaîtra dans l'économie, à savoir une forte inflation, un chômage élevé et que la crise peut être évitée s'il y a un long détour de production pour les biens d'équipement.

Par ailleurs, certains économistes se sont opposés à KEYNES sur le rôle central qu'il accorde à la demande. En effet les théoriciens de l'offre, notamment Arthur LAFFER, reprennent la loi de SAY et expliquent que tout part de l'offre. Il faut la stimuler pour stimuler l'activité économique. Les objectifs sont de baisser les taux d'intérêt et d'augmenter la profitabilité des entreprises par une politique favorable à l'épargne et en créant son esprit d'entreprise. Nous avons donc vu que pour de nombreux économistes libéraux l'intervention de l'État est néfaste à l'économie. Ensuite l'école du "public choice" montrera que l'État ne prend pas toujours des décisions dans l'intérêt de la population. Cette école économique remet radicalement en cause les fondements de l'action collective.

B- L'Etat n'agit pas toujours dans l'intérêt et le bien-être de la société

Cette idée fondamentale a été défendue par "l'école des choix publics" qui montre que les gouvernants n'agissent pas toujours dans l'intérêt des citoyens, mais souvent dans leur propre intérêt. Ainsi la théorie des cycles politico-économiques explique qu'à l'approche des élections la nature des politiques économiques change. Ainsi, avant les élections, il y a en général une augmentation des dépenses publiques pour relancer l'activité économique. Les gouvernants, par l'augmentation des dépenses, pensent favoriser leur réélection. Par ailleurs, les hommes politiques cherchent à attirer l'électeur qui hésite entre deux grandes tendances politiques ; alors, ils chercheraient à satisfaire les électeurs de manière à capter les voix du plus large éventail possible de l'électorat. Enfin, le paradoxe d'Olson montre qu'un individu peut faire des choix contraires à sa volonté et que ce que choisit l'Etat n'est pas forcément ce qu'il veut. Cependant, plus un groupe est nombreux et moins les membres ont envie de passer à l'action car leurs contributions sont marginales. C'est tout le contraire pour les petits groupes dans lesquels les membres se surveillent et évitent ainsi les comportements de "free rider" et agissent alors de manière très déterminée.

Les techniques de vote influent, elles aussi, sur le choix final des électeurs, cela dépend de la manière et de l'ordre dans lesquels sont posées les questions.

Marché ou État ? La réponse n'était pas facile à trouver car chaque type d'organisation

Dissertation

avait ses avantages et ses inconvénients. Si le marché est efficace pour satisfaire des choix individuels, l'intervention de l'État elle est indispensable pour mener à bien l'organisation de services collectifs tels que la santé, l'éducation ou encore pour dégager des externalités positives. Cependant, face à ce constat, il existe de farouches opposants à toute intervention de l'État qui prônent l'anarchisme comme la liberté absolue grâce au marché. Cette thèse paraît cependant assez extrémiste puisque tout serait privatisé ; alors qu'il est évident que dans un souci de morale et de justice que l'État est solution pour aider une partie de la population qui se trouve en difficulté et pour financer des services publics dans l'intérêt de tous. Nous voyons donc que le dilemme n'est pas prêt d'être tranché.